**ARTUS: "Il est indispensable de mieux rémunérer les salariés !" (10 avril 2018)**

**Capital : Vous partez dans votre livre d’un constat terrible : jamais, depuis la Seconde Guerre mondiale, les pays riches n’ont connu une telle précarité et de telles inégalités. Comment expliquer cette évolution ? Les réformes du marché de l’emploi y sont-elles pour quelque chose ?**

Patrick Artus : La flexibilisation du marché du travail a bien sûr contribué à cette évolution en donnant plus de pouvoir aux entreprises, notamment pour licencier les salariés. Mais cette situation est surtout le résultat de deux autres phénomènes à l’oeuvre depuis plus de vingt ans. Le premier, c’est la dérive totale du capitalisme anglo-saxon, avec des entreprises dirigées dans l’intérêt exclusif des actionnaires. Ce système a conduit à toujours plus de profits, au détriment des salaires et à un risque de plus en plus porté par les travailleurs, mais sans la rémunération qui va avec.

Non seulement c’est choquant d’un point de vue éthique, mais c’est incohérent, car si le personnel supporte le risque, il doit être payé pour cela. Or ce n’est pas le cas : dans tous les pays développés, sauf en France et en Italie, la productivité augmente plus vite que la rémunération par tête, si bien que le partage des revenus se fait en faveur des actionnaires. Aux Etats-Unis, par exemple, le salaire médian a augmenté trois fois moins vite que la productivité ces trente dernières années.

**Les salariés font aussi les frais de la bipolarisation croissante du marché du travail…**

Jusqu’à présent, les révolutions industrielles ont toujours permis de transformer des emplois peu productifs et mal payés en emplois plus sophistiqués et mieux rémunérés.

C’est aussi ce qui s’est produit dans l’après-guerre, et ce que l’on observe aujourd’hui dans les pays émergents. Mais dans nos pays, la révolution technologique actuelle ne garantit plus cette dynamique schumpétérienne de la destruction créatrice : les postes supprimés (pour beaucoup intermédiaires) sont remplacés dans leur grande majorité par des emplois basiques et moins bien rémunérés dans les services et, pour une toute petite part seulement, par des emplois haut de gamme.

**Quelles sont les principales victimes de cette bipolarisation du marché du travail ?**

Ce sont les jeunes. On continue de les pousser à faire des études longues, et on a raison car c’est une protection contre le chômage — le tiers de la population française qui a le niveau d’études le plus élevé affiche un taux de chômage d’environ 5%, contre 17% pour le tiers le moins éduqué. Le problème, c’est que de plus en plus de ces jeunes diplômés sont contraints d’accepter des postes basiques et mal payés puisque la qualité des emplois se dégrade. Et cette dynamique de déclassement se répercute sur les moins qualifiés, qui, du coup, ont une probabilité plus élevée de se retrouver au chômage.

Alors que le grand progrès des années 1950, 1960 et 1970 a permis aux classes moyennes d’accumuler un patrimoine grâce à l’augmentation des salaires, on est en train de fabriquer, aux Etats-Unis et de plus en plus en Europe, une génération de gens qui ne pourront plus le faire, ni même acheter de maison.

**Vous écrivez que la théorie du ruissellement de la richesse des plus prospères vers les classes moyennes est une vaste plaisanterie. Selon vous, c’est plutôt l’inverse qui se produit aujourd’hui, avec la disparition des emplois intermédiaires…**

Effectivement. Non seulement les plus aisés captent une part croissante de la richesse créée (aux Etats-Unis, les 1% les mieux lotis empochent 22% des revenus) , mais, je le répète, les classes moyennes subissent de plein fouet la bipolarisation du marché du travail. Le résultat est alarmant : dans les pays développés, de 65 à 70% des ménages ont vu leurs revenus stagner, voire baisser entre 2005 et 2014 !

**Que proposez-vous pour inverser la tendance à la précarisation dans les pays riches ?**

Il n’y a malheureusement pas grand-chose à faire pour freiner la bipolarisation des emplois, puisque celle-ci est liée à une consommation de plus en plus tournée vers les services. En revanche, il est urgent de mettre en place un vrai capitalisme européen qui rémunère les salariés et rééquilibre le partage des revenus. Je ne suis pas contre l’idée de flexibiliser davantage le marché du travail et de faire porter aux travailleurs une part croissante du risque de l’entreprise – un monde rigide où il est difficile de licencier fabrique des catastrophes économiques ! Mais il faut, je l’ai déjà dit, des contreparties et notamment une rémunération qui compense.

**Que doivent exiger les salariés ?**

Avant tout, un meilleur système de formation professionnelle, pour que tout le monde puisse s’adapter aux évolutions des postes et des qualifications. Ensuite, bien sûr, de l’argent : cela peut se traduire par des augmentations de salaires et des primes quand l’entreprise va bien, ou encore par de l’intéressement, de la participation ou des distributions d’actions gratuites…

Enfin, il est évident que les travailleurs doivent exiger d’entrer dans les conseils d’administration, afin d’avoir un oeil sur la gouvernance de leur entreprise.

**Tout dépend de ce qu’on fait des profits ! Si on les utilise pour investir, cela peut contribuer à doper l’activité, non ?**

Bien sûr. Mais si on baisse les salaires pour doper les dividendes et qu’on se contente de placer l’argent sur les marchés financiers, on est sûr de produire un effet récessif. On se retrouve alors dans une mécanique déflationniste comme au Japon. Là-bas, les bénéfices des entreprises ont tellement augmenté ces dernières années au détriment des salariés que l’Etat est obligé de faire de la relance budgétaire pour compenser la faiblesse de la consommation, et ainsi soutenir l’activité. C’est d’ailleurs aussi ce qui est en train de se produire aux Etats-Unis avec Trump, tout comme au Royaume-Uni et en Espagne.

En fait, la norme OCDE aujourd’hui, en dehors de la France et de l’Italie, c’est le modèle déflationniste japonais ! Pourtant, la situation est tellement catastrophique dans ce pays que le Premier ministre, Shinzo Abe, que l’on ne peut pas soupçonner de dérive gauchiste, est en train de réfléchir à un système fiscal qui inciterait les entreprises à augmenter les salaires.